

SANTÉ | PROSTITUTION | NEWS
Publié le 02 avril 2020, 08:30. Modifié le 02 avril 2020, 14:48.



Avec la fermeture des salons de massage, des prostituées jetées à la rue

par Marc Guéniat



Keystone / Jean-Christophe Bott

Cet article est le second volet d'une série d'enquêtes sur les métiers qui passent entre les mailles du filet social et sanitaire mis en place par les autorités face à la crise du coronavirus.

Dans le canton de Vaud, le couperet est tombé le 13 mars. A son tour, Genève a proscrit temporairement la prostitution à partir du 16 mars, jour où le ban sur cette activité a été décrété dans tout le pays. Depuis, des milliers de travailleuses du sexe et de leurs confrères masculins ont perdu la totalité de leurs revenus. Celles qui disposent d'un permis d'établissement peuvent en principe percevoir l'assurance perte de gain (APG), mais les autres ont plongé instantanément dans une grande précarité.

Pourquoi c'est inquiétant. En logeant sur leur lieu de travail, de nombreuses femmes sont tributaires des gérants de salons. Certains d'entre eux ont choisi de se montrer solidaire en les aidant. Mais d'autres, peu scrupuleux, ont fermé boutique et les ont jetées à la rue le jour où les autorités cantonales ont pris leur décision.

L'association genevoise Aspasia recense une moyenne de 1200 inscriptions annuelles auprès de la Brigade de lutte contre la traite d'êtres humains et la prostitution illicite (BTPI), soit environ 400 à 600 personnes travaillant en permanence dans le canton. A Lausanne, l'association Fleur de Pavé estime qu'un nombre équivalent de travailleuses du sexe (TDS) œuvre dans le canton

de Vaud, bien que les données fassent défaut – l'obligation d'annonce n'existant pas.

Une grande partie des TDS résident et travaillent dans un salon tenu par un gérant. Par salon, on entend aussi bien l'arcade aux lumières tamisées du quartier des Pâquis que le simple appartement comprenant plusieurs chambres, où les prostituées reçoivent leurs clients en toute discrétion.

Loyers usuraires. Dans les deux cas, le gérant «recrute» des indépendantes, des femmes bien établies ou de passage, munies par exemple d'un visa Schengen de 90 jours. Elles perçoivent leurs propres revenus et paient un loyer en contrepartie de l'usage des infrastructures. Celui-ci est parfois «usuraires», selon le terme employé par Aspasia: jusqu'à 150 francs par jour pour une petite chambre.

Comme cet espace cumule les qualités de lieux de résidence et de travail, il n'est pas nécessairement régi par le droit du bail applicable au logement, en particulier les dispositions contre les loyers abusifs. D'ordinaire, cette situation ne pose pas de problème majeur.

Discussions tendues. Mais l'arrêt brutal de l'activité décrété par les autorités a provoqué des drames humains. De nombreuses filles ont été mises à la porte le jour même et se retrouvent totalement démunies.

Isabelle Boillat, coordinatrice d'Aspasia:

«Nous avons eu des discussions très tendues avec certains gérants. Ceux-ci dégagent des revenus très confortables, mais ne sont pas prêts à prendre leurs responsabilités quand les affaires vont moins bien. Cela nous scandalise d'autant plus qu'ils sont susceptibles de recevoir des aides de l'Etat.»

Les plus précaires sont les femmes au bénéfice d'un visa temporaire, souvent originaires de Roumanie et d'Espagne.

Gestion de crise. Au sein de l'association, on se dit débordé, en mode gestion de crise «humanitaire».

Isabelle Boillat:

«Nous avons créé un fonds d'urgence pour soutenir plus de 100 personnes. Certaines femmes n'ont pas même de quoi se nourrir. Nous avons aussi fourni une aide au retour, en achetant des billets d'avion.»

Fleur de pavé a également constitué un pot solidaire, indique sa responsable, Silvia Pongelli.

Gérants en difficulté. Alizée, gérante du Diamond Lounge, héberge entre six et huit femmes dans son salon, qui ont toutes quitté les lieux avant même la fermeture des établissements. L'annulation de grandes manifestations, comme le Salon de l'auto, laissait présager de ce qu'il adviendrait.

Alizée:

«Le printemps est une période faste pour notre secteur. C'est un coup dur pour moi aussi, qui doit continuer à payer le loyer, trouver de quoi me verser un salaire et les charges sociales. Mais les femmes qui travaillent chez moi ont pu rentrer chez elles dans de bonnes conditions.»

Ce qui n'est pas le cas de plusieurs TDS établies dans le même immeuble que le Diamond Lounge, rapporte Alizée: «*Certaines n'avaient plus de quoi se nourrir.*»

Bloquées en Suisse. Loïc tient lui aussi un salon à Bulle, le Centre Relax, où six femmes offraient leurs services jusqu'au 16 mars. Quatre d'entre elles ont pu retourner dans leur pays, tandis que les deux autres sont bloquées en Suisse.

Loïc:

«Elles sont roumaines mais formellement résidentes en Allemagne et en Italie. La fermeture des frontières les empêchent de rentrer. L'une d'elles venait d'arriver chez moi et ne dispose donc d'aucune réserve. Je lui offre à manger. Toutes deux resteront gratuitement le temps qu'il faudra.»

En attente de l'APG. Toutes les prostituées à qui nous avons pu parler sont au bénéfice d'un permis d'établissement et paient leurs cotisations sociales aux caisses cantonale de compensation. La plupart ont déjà rempli le formulaire pour bénéficier de l'assurance perte de gain en tant qu'indépendante, comme l'a autorisé le Conseil fédéral.

Il en va ainsi de Janine, une Brésilienne établie à Payerne depuis 2007 et titulaire d'un permis C.

Janine:

«L'incertitude me ronge. J'ai deux enfants à charge. Mon mari est indépendant, dans l'évènementiel, un secteur

«aussi sinistré que le mien. J'espère toucher l'APG rapidement, mais la caisse de compensation est débordée.»

Active à Lausanne, Nathalie, de son nom de scène, dit avoir accumulé suffisamment de réserves pour tenir en mars mais pas davantage. Son loyer s'élève à 1'600 francs, tandis qu'elle estime pouvoir obtenir environ 3'200 francs par mois de l'APG. Pour elle, la crise est un coup dur, mais pas une catastrophe.

Nathalie:

«C'est pour des moments comme celui-là que l'on paie des charges sociales.»

Pour ces femmes-là, les incertitudes devraient se dissiper dans le courant du mois d'avril, d'autant qu'elles bénéficient de l'appui des associations pour effectuer les démarches administratives.

Aspasie et Fleur de pavé se préoccupent davantage pour les TDS qui se sont retrouvées à la rue du jour au lendemain et qui ont «disparu des radars».

Isabelle Boillat:

«Il est certain que la prostitution n'a pas complètement cessé. Comme dans un contexte prohibitionniste, elle est désormais cachée et s'exerce nécessairement dans de moins bonnes conditions. A tous les niveaux.»

Coronavirus **Covid-19** **Assurances Sociales** **Prostitution**
